

« Il faut retrouver les raisons pour lesquelles nous avons fait l'Europe »



Pour contrer l'abstention ou le vote extrême aux élections européennes, il faut rappeler les fondements de l'Europe, souligne Jacques Delors

Jacques Delors était jeudi l'invité de l'émission « Face aux chrétiens », animée par Frédéric Mounier. Il répondait à Aymeric Pourbaix (Radio Notre-Dame), Sophie Deschamps (RCF) et Jean-Christophe Ploquin (La Croix).

Alors que la crise économique secoue nos sociétés, l'Europe sociale piétine. Pourquoi ?

JACQUES DELORS : Il faut se demander qui fait quoi. Les politiques de l'emploi et de la sécurité sociale relèvent de l'échelon national. L'Union européenne ne s'en désintéresse pas, mais c'est surtout indirectement qu'elle peut agir. Elle devrait mettre en place une coordination des politiques économiques, qui ont des conséquences sur l'emploi ; empêcher le dumping fiscal par une harmonisation de la fiscalité ; et augmenter le budget européen. Il faudrait aussi un salaire minimum, calculé en fonction de la richesse nationale.

Il n'existe pas vraiment de plan de relance européen. Pourquoi ?

Parce que les gouvernements n'ont pas acquis un minimum de confiance les uns envers les autres, ce qu'ils auraient dû faire depuis dix ans qu'existe l'euro. Comme ils n'ont pas appris à mettre cartes sur table, il ne faut pas s'étonner qu'ils se regardent comme chiens et chats quand surgissent de tels

événements. Au final, ils ont eu une réaction vitale, mais sans pouvoir compter sur les bénéfices d'une vraie coopération.

Le plan de relance français est-il assez ambitieux ?

Il n'est pas bien dosé entre le soutien de la demande et l'investissement. Dès l'automne 2007, alors que l'économie mondiale ralentissait, le gouvernement aurait dû, comme l'écureuil, garder des noix pour l'hiver. L'exonération des heures supplémentaires, décidée alors, agit aujourd'hui à contre-emploi, puisqu'il faut maintenir le plus de gens possible au travail. Idem pour le bouclier fiscal. Ces mesures ont été décidées à contresens.

Nicolas Sarkozy doit-il faire machine arrière ?

Oui. Il ne perdrait pas pour autant l'appui des gens, peut-être même au contraire. Il est difficile de gouverner la France aujourd'hui. Il faut à la fois rassurer et secouer !

À un mois des élections européennes, seul un tiers des Français a

l'intention de voter. Comment expliquer cette désaffection ?

Il n'existe pas d'agenda européen, et comme on ne peut pas attendre des institutions européennes qu'elles entretiennent la vie démocratique et citoyenne avec l'intensité d'une vie politique nationale, c'est aux gouvernements et aux parlements nationaux d'animer le débat sur l'Europe. En outre, la mondialisation et la crise poussent les gens à protester, à se replier sur eux-mêmes.

Comment mobiliser un vote pro-européen ?

Il faut retrouver les raisons pour lesquelles nous avons fait cette Europe. La première, c'est le pardon et la promesse, avec le formidable geste de Robert Schuman qui offre aux adversaires d'hier le pardon, qui n'est pas l'oubli, et la promesse que les générations futures seront intégrées les unes aux autres. Ce discours, qui est un événement spirituel, on ne l'entend plus. L'Europe a été fondée sur la paix et le

droit qui permet à des peuples de trouver des accords en respectant un minimum de règles du jeu. Il faut cultiver ce patrimoine par la coopération.

Votre dernier livre, Investir dans le social (1), promeut une plus juste égalité des chances...

Avec Michel Dollé, nous avons constaté que la question essentielle en la matière, c'est l'inégalité devant la possibilité d'avoir un emploi, ou un meilleur emploi. Et en remontant le fil, par la formation permanente, l'éducation, la politique familiale, nous sommes arrivés à l'enfant. Il faut absolument s'intéresser à l'enfant car chacun a un trésor à l'intérieur de lui-même qu'il faut pouvoir faire émerger. La pauvreté vient parfois d'accidents de la vie, parfois de la perte d'un emploi, mais surtout de la perte de confiance en soi. Et cela commence dès l'école.

(1) Ecrit avec Michel Dollé, Éd. Odile Jacob, 284 p., 23 €.